



Conformément à la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, il est ouvert, au secrétariat général du Grand Conseil, une inscription pour :

E 2633 Election d'une ou d'un Juge au Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, en remplacement de M. Henri LEU, démissionnaire (entrée en fonction : 1<sup>er</sup> décembre 2019)

Les candidatures doivent être accompagnées :

- d'un curriculum vitae (art. 107, al. 1 LRGC) ;
- du préavis du Conseil supérieur de la magistrature (art. 127 Cst, 22 LOJ et 107, al. 2 LRGC).

Les candidats au pouvoir judiciaire, non membres de ce pouvoir, doivent joindre en plus à leur candidature :

- a) une attestation de droits civiques (indiquant l'exercice des droits politiques et la domiciliation dans le canton de Genève) ;
- b) une copie du brevet d'avocat ;
- c) tout document attestant posséder 3 ans au moins de pratique professionnelle utile au poste, stage d'avocat non compris ;
- d) un certificat de bonne vie et mœurs ;
- e) une attestation de l'office des poursuites ;
- f) une attestation de l'office des faillites ;
- g) une déclaration de non-incompatibilité (voir articles 6 et 9 LOJ, E 2 05).

Les candidats qui se présentent pour la première fois à une fonction de magistrat titulaire au pouvoir judiciaire doivent également joindre une déclaration relative à l'article 24 LEDP, A 5 05.

La candidature et les documents nécessaires doivent être déposés au secrétariat général du Grand Conseil au plus tard (voir l'art. 106, al. 5 LRGC) :

- a) pour les candidats magistrats titulaires du Pouvoir judiciaire : **mercredi 14 août 2019 à midi** ;
- b) pour les autres candidats : **mercredi 21 août 2019 à midi**.

Cette élection figurera à l'ordre du jour de la session du Grand Conseil des **29 et 30 août 2019**.

Le sautier :  
Laurent Koelliker

Publication dans la Feuille d'avis officielle du 6 août 2019

Copie : Bureau du Grand Conseil, Conseil d'Etat, Commission de gestion du Pouvoir judiciaire, Chefs de groupe, Secrétariat des partis politiques, Conseil supérieur de la magistrature et Commission judiciaire interpartis

INSCRIPTION

Nom, prénom : .....

Date de naissance : ..... Parti politique : .....

Domicile : .....

Profession : ..... Tél. portable : .....

Tél. prof. : ..... Tél. privé : .....

Signature : ..... E-mail : .....